

p.B.15.21.Tch.(4).-CX/sw

Berne, le 23 juin 1978

Entretien du 8 mai 1978 entre
une délégation tchécoslovaque, présidée par M. Dusan Spacil, vice-
ministre du Ministère des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie
et une délégation suisse, présidée par le Secrétaire général du
Département politique, M. l'Ambassadeur Weitnauer

Le premier sujet abordé est la Conférence sur la Coopération et la
Sécurité en Europe.

L'Ambassadeur Weitnauer, évoquant la réunion de Belgrade, observe
qu'elle a tout au moins assuré la continuité du processus en cours
dans la CSCE. Cependant, face à ce qu'on pouvait en attendre, les
résultats sont décevants. Belgrade a montré que les divergences
d'opinion restent grosses. Même s'il est admis réciproquement que
l'Acte d'Helsinki restera la base des relations Est-Ouest en Europe
pendant des décennies, cela n'empêche pas d'espérer des progrès
concrets.

Selon le vice-ministre Spacil, la Tchécoslovaquie n'est pas déçue.
Il faut être réaliste: l'Acte final ne peut pas changer les faits,
à savoir l'existence en Europe de deux systèmes sociaux différents,
dont la coexistence ne saurait faire disparaître les différences.

Il y a des points sur lesquels ces différences n'ont pas d'importance,
mais il y en a d'autres où elles comptent.

C'était une illusion de penser que la réunion de Belgrade permet-
trait d'aplanir ces différences.



- 2 -

Le but de Belgrade n'était pas de mettre en évidence les différences, mais d'utiliser les possibilités de rapprochement là où les différences sont moins profondes.

Prague a apprécié les résultats de Belgrade parce que les participants ont admis:

- 1) la nécessité de la détente, de la préservation et de la consolidation de la paix, de la sécurité;
- 2) qu'il existe des possibilités de développer la détente.

Et c'est maintenant qu'il faut passer du politique au militaire, c'est-à-dire au désarmement.

Mais il est clair que cela ne va pas faire disparaître les différences de conception notamment en ce qui concerne les droits de l'homme. Le camp socialiste ne veut pas essayer de convertir l'Occident. Il attend de celui-ci la même attitude.

M. Weitnauer fait remarquer qu'en dépit des différences des principes communs ont été adoptés à Helsinki. Les différences ne sont donc pas si profondes que cela.

Il ne s'agit pas de changer de système économique et social; chaque peuple, chaque gouvernement décide de cela pour son propre compte. Cependant, il se produit une évolution qui ne concerne pas seulement les gouvernements, mais aussi les peuples, et par là il faut entendre les gens, les individus. Il faut permettre aux individus de développer leur personnalité. La mise en avant de la personne humaine est une caractéristique de l'Europe.

Cependant un manque de confiance subsiste en Europe, surtout entre grandes puissances. Or, le désarmement a besoin d'une base de confiance. Les petits pays ont le devoir de faire comprendre cela aux superpuissances.

- 3 -

D'ailleurs, la pression vient des peuples d'Europe. Ces peuples veulent la paix.

M. Spacil reconnaît qu'il y a des principes dans la déclaration d'Helsinki. Mais il faut les prendre tous en considération, et non seulement le septième (N.B.: celui qui concerne le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales) comme voulait le faire le représentant américain, M. Goldberg. Et pourquoi donc oublier le premier de ces principes qui permet à chaque Etat de choisir et de développer librement son système politique et social?

Oui, il faut poursuivre la détente au plan militaire. A Belgrade, il aurait fallu traiter de ces problèmes, et faire en sorte que la coopération et la sécurité conduisent au désarmement.

Il a été question de manque de confiance, mais c'est justement le désarmement qui va produire cette confiance. Nous ne pensons pas que le problème du manque de confiance se pose particulièrement au niveau des relations entre petits pays et superpuissances. D'ailleurs le terme de superpuissance n'existe pas pour la Tchécoslovaquie; il y a seulement des grandes puissances, qui selon la Charte des Nations Unies, ont une responsabilité spéciale dans les affaires internationales. Et la Tchécoslovaquie apprécie que l'URSS joue son rôle dans un monde qui est divisé.

Il faut réduire les énormes armements accumulés et d'autre part ne pas introduire de nouvelles armes, comme la bombe à neutrons.

Il ne s'agit pas d'un exercice de propagande. Le but est évidemment un désarmement général et généralisé, mais on en est encore loin.

La Tchécoslovaquie voit ce problème sous l'angle d'un pays qui a souffert de la 2e guerre mondiale, et pour qui le désarmement est une question vitale.

M. Weitnauer affirme que la Suisse est en faveur du désarmement et qu'elle l'a montré notamment en signant le traité de non-prolifération nucléaire.

En Europe, il faut passer de la coopération entre les gouvernements à la coopération entre les gens, les personnes appartenant à la même profession, les journalistes, par exemple.

L'exemple interne de la Suisse avec sa structure fédéraliste, ses cantons, ses communes, ses nombreuses associations, ses partis, montre tout un tissu de relations à divers niveaux, qui correspond à une véritable décentralisation. Sans cela, la Suisse, qui est une et diverse, n'aurait pu naître, ni ne pourrait subsister.

A propos de la coopération, M. Spacil reconnaît que la coopération est nécessaire. Si elle n'existait pas auparavant, c'était à cause de la guerre froide et de ceux qui l'ont inventée. La guerre froide était quelque chose d'anormal; la détente, elle, est une chose normale.

La Tchécoslovaquie est en faveur de toutes les formes de coopération en Europe, mais il faut, à tous les niveaux, tenir compte de certaines réalités. De même que l'existence de la Suisse est liée à son système intérieur, ainsi la Tchécoslovaquie disparaîtrait en tant que telle, si elle changeait son propre système. Malgré cela, ou plutôt en admettant cela, il existe des possibilités de coopération.

Prenons quelques exemples. Si la Suisse invite un professeur tchécoslovaque, notre système centralisé va devoir examiner si ce professeur, dans le cadre des tâches qui lui sont assignées, dispose du temps nécessaire pour accepter l'invitation.

En ce qui concerne les échanges de journalistes, de notre côté, c'est une délégation de l'association des journalistes qui y

- 5 -

participera; en revanche, la délégation suisse se composera de journalistes choisis dans divers journaux.

Il existe aussi des conceptions différentes de la démocratie. Le concept américain de la démocratie dépend des Américains. Le concept tchécoslovaque dépend de la Tchécoslovaquie. Cependant si l'on compare les deux, l'un où il faut des millions de dollars pour être élu président et l'autre où le pouvoir est exercé par deux cent mille personnes conscientes, qui peuvent se prononcer sur les problèmes qui les concernent directement, il n'est pas difficile de voir lequel est plus démocratique.

Revenant au désarmement, M. Spacil exprime l'espoir que la session spéciale sur le désarmement donnera une nouvelle vigueur aux discussions sur ce thème (SALT, MBFR), afin de les sortir de leur routine, bien que le désir de la Tchécoslovaquie ait été et reste celui d'obtenir une conférence mondiale sur le désarmement.

A propos des "confidence building measures" en matière militaire, la Tchécoslovaquie, à Genève, puis à Helsinki, n'y avait pas été très favorable. Cependant, elle soutient maintenant fermement les mesures adoptées, tout en exprimant des doutes quant à l'opportunité d'en adopter de nouvelles actuellement.

Interrogé sur la visite de M. Husak à Bonn, M. Spacil dit que ce fut une étape ("milestone") importante. A la suite de la 2e guerre mondiale, la Tchécoslovaquie avait un lourd contentieux avec trois pays, les Etats-Unis, la République fédérale allemande et l'Autriche.

Avec la RFA, deux points donnent encore lieu à des complications. Le premier c'est le statut de Berlin. La clause dite de Berlin est un obstacle à la signature de nombreux traités entre les deux pays.

- 6 -

La RFA veut voir figurer cette clause même dans un accord (à l'instar de celui qui existe entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie) qui devrait éviter les incidents de frontière entre la RFA et la Tchécoslovaquie.

La deuxième pierre d'achoppement est l'émetteur "Radio Free Europe", qui cherche à renverser le gouvernement tchécoslovaque et agit contre l'esprit d'Helsinki. C'est la seule station dont les autorités tchécoslovaques brouillent les émissions, ce qui n'est pas le cas pour la "Voice of America".

Parlant du Forum scientifique de Bonn, la Tchécoslovaquie ne voit pas très bien ce qu'il cache. En tout cas, elle n'est pas en faveur de la création d'une nouvelle organisation, mais peut-être acceptera-t-elle la réunion d'une conférence.

A cela, l'Ambassadeur Hegner ajoute que dans le domaine de la science et des contacts scientifiques, les choses semblent aller mieux que dans d'autres secteurs. Cependant, une institutionnalisation ne serait pas justifiée à l'heure actuelle.

S'exprimant à propos de la réunion de Montreux sur le règlement pacifique des différends, M. Spacil déclare que la Tchécoslovaquie est opposée à toute juridiction obligatoire. C'est l'attitude qu'elle a adoptée aussi à l'égard de la Cour Internationale de Justice. La Tchécoslovaquie est en faveur de l'arbitrage ou d'autres formes plus souples.

L'Ambassadeur Brunner explique qu'actuellement le gouvernement suisse est en consultation avec les gouvernements des pays de la CSCE au sujet du SRPD. Il attend leurs réponses aux questions posées, afin d'en tenir compte pour la préparation de la conférence de Montreux. De toute façon, on peut déjà dire maintenant que le chemin à parcourir sera long.

- 7 -

L'Ambassadeur Weitnauer demande à son interlocuteur si la détente ne doit pas être considérée comme un concept valable aussi à l'échelon mondial.

Le vice-ministre Spacil répond que la détente est son sujet favori.

Il y a eu une époque de guerre froide, et maintenant il y a une période de détente, avec des hauts et des bas.

La détente est dans le monde actuel un autre mot pour tenir compte du fait de la coexistence pacifique entre deux systèmes économiques et sociaux différents.

La tension principale qui pèse sur le monde n'est pas celle qu'il y a au Moyen-Orient, en Afrique, ou qu'il y avait autrefois au Vietnam, mais c'est celle qui existe entre les deux grandes puissances.

Pendant longtemps la politique des Etats-Unis a été de chercher à renverser certaines réalités, puis ceux-ci ont accepté un modus vivendi, qui consiste à respecter l'existence d'un monde socialiste.

La détente n'est pas une panacée; elle ne va pas d'elle-même éviter la guerre, mais elle devrait aider à créer une atmosphère où la guerre deviendrait difficile.

A l'époque de la guerre froide, il n'y avait que des monologues. Maintenant, un dialogue s'est établi.

M. Weitnauer se demande si cette nouvelle période ne devrait pas également empêcher les immixtions étrangères dans les affaires d'autres pays, notamment par des livraisons d'armes.

Par exemple, ne faut-il pas laisser aux Africains le soin de régler leurs problèmes?

M. Spacil reconnaît que la situation idéale serait celle où aucune immixtion ne se produirait. Mais la réalité est différente. Il y a, et il y a eu des immixtions, et plusieurs immixtions, par exemple, sous la forme de fomentations de coups d'Etat en Afrique ou par des interventions d'Etats coloniaux.

Depuis 1960, les pays africains devenus indépendants ne suivent plus la volonté de leurs anciens maîtres; ils se proclament d'une manière ou d'une autre socialistes, et veulent avoir des relations avec d'autres pays.

En Occident, il y a un double standard moral: on considère qu'il est normal pour la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal d'avoir une certaine présence en Afrique, et on veut dénier ce droit aux pays socialistes. Or, ces derniers ont aussi droit à être en Afrique, s'ils y sont invités. Si les gouvernements qui les ont appelés leur demandent de partir, ils le feront immédiatement. Il y a un précédent pour étayer cela: l'attitude de l'Union soviétique en Egypte.

LISTE DES PARTICIPANTS

Délégation tchécoslovaque: M. Dusan Spacil et son secrétaire
M. l'Ambassadeur Miroslav Moc
M. Edouard Klar, Conseiller d'Ambassade

Délégation suisse: M. l'Ambassadeur Weitnauer
M. l'Ambassadeur Hegner
M. l'Ambassadeur Cuendet
M. l'Ambassadeur Brunner
M. Andres
M. Maillard
M. Renk
M. Coquoz (procès-verbal)